

P R A M O E D Y A   A N A N T A   T O E R

LA MAISON  
DE VERRE

BURU QUARTET IV

*Roman traduit de l'indonésien  
par Dominique Vitalyos*

ZULMA  
18, rue du Dragon  
Paris VI<sup>e</sup>

Titre original :  
*Rumah Kaca*

Publié en accord avec l'Agence Astier-Pécher.  
Tous droits réservés.

Ce projet a bénéficié d'un soutien financier  
de la Direction régionale des affaires culturelles Normandie  
et de la Région Normandie au titre du FADEL Normandie.



Publication of this book was made possible, in part,  
with assistance from the LitRI Translation Funding Program  
of the National Book Committee and Ministry of Education  
and Culture of the Republic of Indonesia.

© Famille Pramoedy Ananta Toer, 1988.  
© Zulma, 2018, pour la traduction française.

Si vous désirez en savoir davantage  
sur Zulma ou sur *la Maison de verre*  
n'hésitez pas à nous écrire  
ou à consulter notre site.  
[www.zulma.fr](http://www.zulma.fr)



*Deposuit potentes de sede et exaltavit humiles.*

(Il a renversé les puissants de leurs trônes et  
élevé les humbles.)

1912 fut pour le Gouverneur général Idenburg l'année la plus pénible de son mandat. À vrai dire, Van Heutsz, son prédécesseur, lui avait tracé la voie en brisant toute résistance armée sur le territoire des Indes néerlandaises. À son arrivée en 1909, son remplaçant était semblable à un prince descendu du ciel, libre et insouciant comme le liseron d'eau. Il avait grand cœur et son cerveau spacieux regorgeait de projets pour le bien de l'humanité. Mais à son insu, au bout de trois ans à peine, alors qu'il aurait enfin dû être en mesure d'exposer la face angélique des Pays-Bas et de l'Europe, l'époque fit volte-face et imposa brutalement son nouveau cap. Le temps de Van Heutsz, le temps des campagnes militaires remportées aux cris assourdissants des vainqueurs et dans les lamentations des vaincus, s'était esquivé comme un voleur se hâtant vers sa tombe.

Son Excellence le Gouverneur général était inquiet. La poursuite de sa politique humanitaire, ce devoir éthique qu'il avait embrassé, se heurtait aux conditions défavorables du moment. Maîtresse de ses propres orientations, l'époque soufflait tel un cyclone irascible au visage de son humanisme. Les temps étaient durs – durs pour Idenburg et, par voie de conséquence, pour moi, à qui l'on avait attribué des tâches bien particulières.

Au cours de l'année précédente, les vagues qui se déchaînaient plus au nord étaient venues laper le rivage des Indes

néerlandaises. En Chine, la dynastie Qing avait été renversée et Sun Yat-sen, homme issu du peuple, médecin de profession, était monté sur l'estrade de la présidence pour diriger l'ex-empire céleste. La curiosité du monde entier s'était tournée vers ce premier détenteur d'une charge républicaine en Chine, dans l'attente des mesures qu'il allait prendre. Six ans auparavant, il avait ébranlé le globe terrestre en frappant pour la première fois un grand coup dont les répercussions s'étaient fait sentir aussitôt dans tous les pays. Il avait réussi ce qu'on croyait impossible : mettre au pas le réseau terroriste des sociétés Tong en activité dans presque tous les ports du globe, y compris aux Indes néerlandaises et, en premier lieu, à Surabaya.

À l'origine, ces gangs étaient, disait-on, constitués de paysans révolutionnaires ayant fui la Chine après que la grande révolte des Taiping, qui s'était répandue du sud au nord du pays, eut été écrasée par les armées de l'empereur. Le noyau de l'insurrection ayant éclaté, ses membres s'étaient dispersés dans toutes les directions et avaient fondé hors du pays de leurs ancêtres un réseau de terreur qui, depuis lors, contrôlait d'une poigne de fer la vie des Chinois d'outre-mer.

Sun Yat-sen rencontra tous les dirigeants et leurs discussions furent fructueuses. Les Tong reconnurent son autorité et promirent d'apporter leur concours à la victoire du nationalisme chinois. Hélas, pour le Gouverneur général, ce n'était pas la seule source d'insomnie qu'il leur devait ! Afin d'accroître leurs revenus, les Tong s'adonnaient avec diligence au trafic d'opium en provenance de Birmanie. Les patrouilles de police et le pourvoyeur autorisé des toxicomanes étaient partout tabassés, malmenés. Le fournisseur officiel vendait certes une drogue meilleur marché, mais que l'on disait aussi de piètre qualité, et il ne faisait pas crédit, contrairement aux réseaux de distribution de Hong Kong. Où, sinon aux Indes

néerlandaises, opium birman et nationalisme auraient-ils pu ainsi entrelacer leurs destinées, je vous le demande ? En jonque chinoise, en pirogue balinaise, en deux-mâts de Célèbes ou sur le pont d'une péniche, Maître Opium surgissait à l'horizon sud de la mer de Chine pour remonter les rivières des grandes îles de l'archipel, et même des petites telles Bangka et Belitung. Dans les régions occidentales de Bornéo, les virus conjugués du nationalisme venu du nord et de l'opium birman s'étaient infiltrés dans la société dayak. J'avais même découvert à Java l'existence d'une nouvelle méthode de contrebande. La drogue circulait sur tous les cours d'eau, petits et grands, jusqu'à la frontière des *Vorstenlanden*, puis voyageait par voie terrestre. Ainsi la distribution de l'opium était-elle assurée dans toutes les agglomérations de Java et le Gouverneur ne savait plus où donner de la tête.

Le succès de la révolution et l'union des Chinois derrière Sun Yat-sen eurent des répercussions sur la communauté chinoise des Indes néerlandaises. On aurait dit qu'un vent frais chargé de pluie venait d'y éteindre le foyer de terreur et de division qui couvait en son sein. Le courant nationaliste chinois s'y renforça et culmina en 1911 avec l'instauration de la république en Chine.

Sous l'emprise de la ferveur nationaliste, à Betawi, la jeunesse chinoise instruite née aux Indes se lança dans la publication d'un quotidien, le *Sin Po*. Le Gouverneur général Idenburg était impuissant à endiguer le déferlement du nationalisme asiatique dans sa juridiction. Même ses pouvoirs discrétionnaires ne lui auraient pas permis d'interdire le journal car les questions concernant la Chine et ses ressortissants dépendaient du ministère des Affaires étrangères à 's-Gravenhage, aux Pays-Bas. Les Indes n'étaient qu'une colonie du royaume.

Idenburg ne put prendre qu'une initiative mineure pour faire barrage à ce torrent, mais c'était un plan à long terme. Il fonda les Hollandsch-Chineesche Scholen ou HCS, écoles primaires de langue néerlandaise pour les enfants chinois, sur le modèle des ELS (Europeesche Lagere Scholen) pour les jeunes Européens, dans l'espoir que ces établissements insuffleraient peu à peu au sein de la communauté chinoise le désir de se tourner vers l'Europe plutôt que vers son pays d'origine. Le Gouverneur général pouvait parfaitement se décharger sur le Cabinet néerlandais d'un certain nombre de difficultés auxquelles il était confronté. Mais une responsabilité lui incombait en propre, qu'il n'aurait su éluder : juguler l'influence que risquait d'avoir la révolution chinoise sur les indigènes instruits des Indes néerlandaises.

Or l'un d'eux, non content de subir l'ascendant de ce mouvement, l'admirait profondément. C'était un *Raden Mas* qui avait étudié à la Stovia, l'école de médecine qui formait les *dokterjawa*. Il avait fondé la SDI (Syarikat Dagang Islam), une organisation qui appliquait des méthodes non-européennes et semblait vouloir suivre le modèle nationaliste chinois. Zélateur du boycott, il prônait le recours à cette arme infail-  
lible des faibles contre les forts. Il rêvait de réunir tous les indigènes, non seulement des Indes, mais d'Asie et d'Afrique, tout comme Sun Yat-sen l'avait fait avec les Chinois, puis d'éveiller ces peuples au nationalisme de telle façon qu'ils en comprennent eux-mêmes les tenants et les aboutissants. J'avais pu recueillir toutes ces informations au fil des éditoriaux signés sous son nom et parus dans *Medan*, le journal qu'il dirigeait, même s'il y parlait rarement de la Chine et des Chinois.

En implantant des succursales de la SDI et en partageant ses connaissances sur le boycott, il avait posé des bombes à retardement dans presque toutes les grandes villes de Java.

Idenburg voyait se profiler le moment où elles exploseraient, embrasant l'île entière, s'il ne réagissait pas immédiatement par des mesures appropriées.

C'est à moi, Jacques Pangemanann, que fut confiée la lourde charge d'appliquer ses décisions.

Le gouvernement se voyait pris entre deux feux, le soulèvement de la bourgeoisie indigène et la montée du nationalisme chinois – deux mouvements qui, sans recourir à la violence, étaient plus acérés qu'une pointe de lance ou de flèche et plus pénétrants qu'une balle de fusil. Le Gouverneur souhaitait les canaliser l'un et l'autre, celui de l'intérieur comme celui venu d'ailleurs, de la manière la moins agressive et la plus affable possible. Les éliminer purement et simplement ? C'était hors de question. La montée du nationalisme n'était ni plus ni moins qu'un produit de la modernité. Un fonctionnaire fut désigné pour traiter la question de l'ascension de la Chine. Je devais pour ma part m'attacher au problème des indigènes.

Mon travail était d'une nature tout à fait singulière. Sur les quarante-huit millions d'habitants que comptaient les Indes néerlandaises, une quinzaine de personnes tout au plus étaient au courant de ma mission. L'expérience promettait d'être passionnante. Digne d'être consignée. Qui sait si ces notes ne serviraient pas un jour ?

Tout d'abord, quelques précisions sur ce qui se passait dans le domaine de l'éducation, car n'est-ce pas notre éducation qui, en nous ouvrant les yeux et les oreilles, nous permet de jauger l'importance des événements qui surviennent loin de nous, hors de notre pays ? De nous retourner sur nous-mêmes pour évaluer notre situation au regard de celle qu'ils instaurent ? D'en déduire le chemin parcouru et le point où nous sommes parvenus ?



Les ELS de langue néerlandaise réservées aux Européens et aux fonctionnaires de premier rang provoquaient le mécontentement des fonctionnaires de deuxième rang parce qu'ils n'étaient pas autorisés à y scolariser leurs enfants. Je pouvais parfaitement les comprendre. Seules les écoles spéciales créées pour les *Inlanders*, les indigènes dont ils étaient, ouvraient leurs portes à leur progéniture.

Chaque *kabupaten* comptait en tout et pour tout une école primaire publique avec deux programmes d'études possibles, le parcours 1 ou le parcours 2. Le néerlandais n'était étudié que succinctement dans le premier et pas du tout dans le second. Les bâtiments étaient en bois et en bambou. Parfois, leurs parois étaient plâtrées à la chaux, si bien qu'on pouvait, de loin, les croire en pierre. Dans les campagnes, il existait également des écoles de village dont l'enseignement s'étalait sur trois ans, le temps d'apprendre à lire et à écrire la langue locale, ainsi qu'un petit peu de calcul. Seuls les étudiants passés par le parcours 1, qui avaient acquis quelques rudiments de néerlandais, pouvaient suivre si peu que ce soit, en lisant, ce qui se passait dans le monde. Tous les autres y étaient pour ainsi dire aveugles.

Pourvus d'un bon niveau de néerlandais, les enfants des Européens et des rares fonctionnaires indigènes de premier rang sortis des ELS avaient directement accès aux informations touchant les questions européennes. Étant dans ce cas, j'avais compris très tôt le gouffre qui nous séparait des élèves des parcours 1 et 2, a fortiori de ceux des écoles de village. Il me paraissait infranchissable.

Une seule école à deux options dans chaque Régence, et ce pour combien d'élèves? Au moins dix mille! Alors que, dans le cas des ELS, la règle en vigueur imposait au gouvernement d'en ouvrir une chaque fois que dans une aggloméra-

tion le nombre d'enfants européens scolarisables atteignait quarante ! Le bâtiment devait respecter des normes sanitaires établies à leur intention. Ils devaient porter des vêtements européens, des chaussures fermées et s'exprimer en néerlandais. Une emphase particulière était placée sur ce point, car bon nombre d'entre eux, fussent-ils néerlandais, ne parlaient pas la langue. Les frais d'inscription étaient dix fois plus élevés que dans une école de parcours 1 ou 2. Sans surprise, de nombreux fonctionnaires indigènes de deuxième et troisième rangs pestaient contre cet état de choses, mais leur protestation s'arrêtait là. Ils n'osaient pas déposer de plainte écrite auprès de l'administration. Or la bureaucratie ne faisait aucun cas des récriminations verbales et, souvent, même les lettres officielles de doléances n'atteignaient pas leur destinataire, jetées à la corbeille par des fonctionnaires vexés d'avoir, selon eux, été contournés.

S'il ne trouvait pas d'emploi, l'indigène sorti d'une ELS pouvait s'avérer source de problèmes pour le gouvernement. Il avait des notions de géographie – matière que n'enseignaient pas les écoles pour indigènes. Il connaissait ainsi l'existence des pays et des peuples du globe et un peu ce qu'ils produisaient, conscient des similitudes et des différences entre nations. Il était de ce point de vue un rejeton de l'Europe. Surplombant de haut ses compatriotes, il possédait toutes les compétences nécessaires pour devenir les yeux qu'ils n'avaient pas. Et pour peu qu'il eût le don d'éloquence, il pouvait aussi se faire leur porte-parole ou du moins défendre sa propre cause.

Les Tong qui avaient si bien divisé la communauté chinoise s'étant assagis, les HCS furent établies par le gouvernement pour prendre le relais et détourner la loyauté des Chinois vers les Indes néerlandaises. Mais un autre phénomène survint

en même temps. Au lieu de maugréer sans agir comme la génération de leurs parents, les indigènes instruits commencent à se regrouper pour rendre public leur mécontentement dans des journaux et des revues en toute langue connue d'eux. Ainsi partagées et connues d'un grand nombre de gens, leurs préoccupations n'étaient plus exclusivement le reflet de leur situation individuelle. Les organes de presse avaient donné naissance à un esprit démocratique sans avoir consulté le gouvernement. Bien sûr, Idenburg aurait pu se tenir coi et faire comme si de rien n'était, mais il redoutait, restant sans réagir, de voir son autorité minée par tout ce qui s'écrivait et se discutait dans ces pages. Le visage des Indes commençait à changer avec la multiplication des imprimeries et du nombre d'indigènes alphabétisés. Et dans ce contexte, un nom se détachait en tête, celui d'un homme, d'un indigène qui jouait un rôle de tout premier plan. Oui, c'est de lui, c'est bien de lui que je veux parler, de Minke !

Un ex-étudiant d'ELS, puis d'HBS qui n'avait pas suivi une carrière de fonctionnaire local ? Minke. Un indigène devenu les yeux et la voix de son peuple ? Minke. Rien d'étonnant à ce que la mission singulière que l'on m'avait confiée fût justement de le contrôler. Comme Sun Yat-sen, son maître à penser du nord, il avait étudié la médecine, mais, dans son cas, sans aller jusqu'au bout. Quoi qu'il en soit, aux yeux du gouvernement, c'était un homme doté de diverses potentialités et susceptible de créer de graves problèmes dans un avenir proche. Cependant, les circonstances, peut-être à son insu, le poussaient à prendre des initiatives de plus en plus dangereuses.

Lorsqu'on me confia cette tâche, je fus abasourdi. J'avais vraiment espéré qu'elle reviendrait à quelqu'un d'autre. Mais mon supérieur, le Commissaire principal Donald Nicolson, un Anglais, me dit :

— Cette mission s'appuie sur vos propres rapports, Monsieur Pangemanann. Nul n'est à même de comprendre aussi bien que vous de quoi il est question. Il ne s'agit pas d'une affaire criminelle, ni de l'arrestation d'un cambrioleur quelconque. C'est un cas très particulier, et vous avez vous-même dégagé la perspective dans laquelle il devait être traité.

C'était un problème inédit, disait-il. Problème qui m'avait arraché cinq ans plus tôt aux activités de policier que j'aimais tant pour me propulser dans un domaine où ce ne sont plus tant vos muscles que votre matière grise que l'on exploite sans réserve. Cinq années que j'avais passées à lire les journaux et revues publiés aux Indes, à interroger des gens, à étudier des documents, à rédiger des rapports. Elles portaient aujourd'hui des fruits qu'avec cette nouvelle tâche il me revenait de cueillir. Cette fois, je ne cachai pas à quel point il me déplaisait de m'en charger.

— Mais vous avez avancé considérablement sur ce dossier durant tout ce temps. Vous êtes le seul à pouvoir vous en occuper, Monsieur Pangemanann. Seul un doigté sensible peut traiter d'une affaire sensible.

Cette conversation se tint au commissariat principal de Betawi au début de 1911. Elle me bouleversa. Qu'allais-je devoir entreprendre contre Minke ? Il n'était pas un criminel, ni un agitateur, seulement un indigène instruit qui débordait d'amour pour son pays natal et ses concitoyens, qui tentait de les faire progresser et s'évertuait à ce que justice soit rendue, de son vivant, à ce peuple des Indes comme à tous les peuples du monde des hommes. Il était parfaitement dans son droit et non seulement j'approuvais sa démarche, mais je faisais partie de ses admirateurs sincères.

La police n'avait jamais eu connaissance d'un rapport qui l'aurait incriminé. S'il s'était rendu coupable d'un délit

quelconque, elle n'en avait jamais rien su. Et quel individu, à un moment ou à un autre de sa vie, n'a pas perpétré une mauvaise action, mineure ou grave, consignée dans sa mémoire et connue de lui seul? Les policiers le savent mieux que quiconque, personne n'est entièrement innocent sur cette Terre. Tout le monde commet des erreurs, des fautes, inflige des torts. Les membres de la police ne font pas exception. Les gens sont mis en détention parce qu'on a pu prouver leurs méfaits et apporter des témoignages. Mais ce qui ne peut être ni prouvé ni constaté par des tiers reste confiné au secret du cœur, parfois jusqu'à la mort.

Minke faisait partie des gens fondamentalement bons et non des criminels, c'était évident. Il avait un faible pour le beau sexe, les jolies femmes, mais ce n'est pas le lieu d'en discuter et, de toute façon, c'est un trait commun à tous les hommes normalement constitués. Il n'est pas nécessaire non plus d'évoquer l'hypocrisie des *priyayi* et de ceux qui affichent leur piété, car elle ne le concerne pas. J'ai souvent observé cet homme. Il ne me connaissait pas et pour le moment, c'était mieux ainsi.

Il était toujours vêtu à la javanaise, veste blanche à boutons dont la poche s'ornait d'une chaîne de montre en or, *kain* à larges plis en batik et babouches en cuir, coiffé d'un *destar*. Lorsqu'il marchait, du moins chaque fois que je l'ai vu dans la rue, il ne balançait pas les deux bras, mais relevait de la main droite le coin inférieur de son pagne. Il avait le teint clair et lisse du doukou et prenait grand soin de sa moustache, très épaisse et très noire, aux pointes retroussées.

Il allait d'un pas assuré, avec l'autorité que donnent un corps robuste et une silhouette bien équilibrée. Sans doute avait-il pratiqué un sport exigeant dans sa jeunesse. Il devait mesurer un mètre soixante-cinq, à un ou deux centimètres près. Il donnait l'impression d'un homme aux opinions

personnelles tranchées, ce que démentaient ses écrits. Ceux-ci révélèrent en effet un être rongé par le doute, anxieux, peu sûr de lui, tâtonnant et plutôt confus, entraîné par divers courants d'idées européennes complexes qu'il intégrait par bribes. Selon les critères indigènes, il était beau, viril et attirant, surtout aux yeux des femmes.

Prodigue de mots comme de gestes, il s'exprimait avec un tel abandon que même les indigènes, qui aiment s'asseoir et bavarder, devenaient taciturnes en sa compagnie. Selon moi, mesurée à l'aune de l'Europe, sa culture générale était très limitée. Pourtant on peut dire qu'il a été, dans la vie des indigènes, l'étincelle, le déclencheur des événements ultérieurs. Jamais, depuis un siècle, un indigène n'a su comme lui fédérer des milliers de gens grâce à sa personnalité, sa bonne volonté et ses connaissances sans se réclamer d'un *raja*, d'un *nabi*, d'un héros de *wayang* ou d'un démon.

Il comptait des milliers de sympathisants parmi les musulmans pratiquants, plus particulièrement dans les cercles indépendants. Quant à la profondeur de la foi de Minke, issu de la communauté des *priyayi*, elle est facile à deviner. Pour lui, l'islam était avant tout un facteur potentiel d'unification des Indes qu'il avait intelligemment incorporé. Avec de si nombreux partisans, il pouvait légitimement s'imaginer devenir un jour le troisième président de la République d'un pays d'Asie, après Aguinaldo aux Philippines et Sun Yat-sen en Chine. Peut-être, faisant cette hypothèse, ne suis-je pas très éloigné de ce qu'il pensait. Il avait de sa force une assurance tranquille, caractéristique des individus destinés à une position d'autorité. Il croyait en l'idée qu'il se faisait de lui-même. Les gens, toujours prêts à lui pardonner, fermaient les yeux sur ses défauts et les oubliaient. Il marchait d'un pas ferme et décidé vers la grandeur.

Dans ses écrits, il ne citait jamais le Coran. Sa vision était en fait celle d'un libéral affranchi corps et âme de tout féodalisme. S'il préservait son titre de noblesse, ce n'était que pour faciliter son travail. Son esprit était tourné vers le commerce des mots plus que vers les entreprises d'argent. Il échangeait plus facilement avec des Européens qu'avec ses partisans, qu'il dirigeait sans interférer dans leurs affaires religieuses.

Je voue personnellement un respect sincère à cet homme hors du commun. Il a accompli plus, beaucoup plus que je n'ai jamais pu accomplir durant ma vie pourtant plus longue que la sienne. Par-devers moi, je le respecte.

En bon serviteur de l'État, j'avais, sur ordre de mes supérieurs, écrit un rapport analysant, évaluant ses attaques contre le gouvernement, exposant leurs évolutions possibles et leurs éventuelles conséquences pour celui-ci. Et voilà qu'on me sommait d'échafauder un plan pour mettre en œuvre moi-même mes recommandations. Cela signifiait ni plus ni moins que j'allais devoir l'espionner continuellement, agir contre un homme valeureux qui ne m'inspirait qu'admiration. J'allais devoir désormais le suivre de très près, l'estimer et le respecter de loin.

Car refuser d'exécuter un ordre eût été un acte de sédition. Et accomplir ma tâche en traînant des pieds n'aurait rien changé à ma conscience de trahir mes sentiments à son égard.

Ah, j'étais dans de beaux draps ! *Ziiih, ziiih !*

Était-ce l'affaiblissement qui venait avec l'âge ? Ou peut-être m'était-il devenu habituel, ces dix dernières années, de passer outre à ce que me dictait mon cœur... Peut-être... non, sûrement. La vérité, c'est que, le moment venu de résister, ma colonne vertébrale s'affaissait, mes principes s'évaporaient et je rampais comme un ver de terre, semblable aux criminels que j'arrêtais dix ans plus tôt.

Ne pensez pas que j'aie pris plaisir à effectuer ma mission. Il est vrai, toutefois, que je suivis à la lettre les recommandations du rapport que j'avais écrit.

Tout d'abord, les activités de Minke n'avaient rien d'illégal. Aucune loi n'aurait pu être invoquée contre lui, ni le droit colonial, ni celui des Pays-Bas dans sa version appliquée aux Indes néerlandaises. Néanmoins, aux Indes, tout mouvement qui tendait vers une concentration de pouvoir en d'autres mains que celles du gouvernement représentait un danger pour lui. Du moins l'ascension de formations politiques influentes était-elle susceptible d'entraîner une diminution de son autorité. Usant de pressions pour imposer leurs revendications, elles auraient pu évoluer peu à peu vers la contestation pure et simple, avec pour conséquence des troubles de l'ordre public. Le Gouverneur général devait s'en inquiéter suffisamment tôt pour prendre des mesures et arrêter cette progression.

Les Indes, cependant, n'étaient qu'un simple territoire colonisé. On n'y trouvait pas, comme dans certains pays d'Europe, une Chambre des députés qui encadrât les formations politiques et endiguât l'accumulation de pouvoir. Le gouvernement s'appuyait sur les forces armées et la loyauté des fonctionnaires indigènes de son administration. Ses fondations n'étaient pas aussi solides que celles des démocraties occidentales. Chaque remise en cause de son autorité encourageait plus ouvertement la concentration et la montée en puissance de ces formations, et influençait les autochtones d'autres colonies.

Par ailleurs, les activités auxquelles se livrait ce *Raden Mas* étaient tout sauf inattendues de la part d'un indigène de son rang, à quelque colonie qu'il appartînt et qui était, de plus, familier des sciences et des connaissances de l'Europe.



Ses actes n'étaient que la conséquence logique de l'éducation qu'il avait acquise. Il était pour ses semblables celui qui apportait des réformes bienvenues dans leur existence et reflétait l'esprit de savoir et de compréhension de l'Europe. Dans toute colonie, mettre l'instruction et les enseignements européens à la portée des autochtones était toujours synonyme de contrariétés à venir pour le pouvoir en place.

À mesure que les peuples colonisés gagnaient en perspicacité, ceux qui les gouvernaient devaient en faire autant, car le mouvement du progrès était impossible à arrêter par la force. Chaque fois qu'un gouvernement colonial tentait de réprimer le développement de colonisés qui avaient pris conscience du sens de l'Histoire, ils trouvaient un moyen de contourner l'obstacle, avec ou sans lui. Il était téméraire, stupide de ne pas céder aux lois du progrès, même s'il arrivait que le gouvernement n'y soit pas préparé.

Mais je ne crus pas nécessaire de m'étendre sur cette question dans mes notes. Il me suffisait de dire qu'avec la création de la SDI, Minke avait connu une évolution stupéfiante. Il avait avancé plus rapidement, et son influence était devenue beaucoup plus importante que quiconque aurait pu le prévoir. Le pouvoir qu'il avait accumulé était suspendu comme une épée de Damoclès au-dessus des têtes. Une telle situation, de toute évidence, était impossible à traiter dans un cadre légal.

*Impossible à traiter dans un cadre légal...* Pour l'avoir écrit, je fus présenté un jour, dans un restaurant chinois, à un métis européen par le Commandant Nicolson, Commissaire principal, qui avait organisé l'entrevue.

— Suurhof, déclina le métis sur un ton plutôt arrogant.

Je compris aussitôt ce que le Commandant attendait de moi. Le Syndicat des Agriculteurs avait dû lire mon rapport,

sinon je ne me serais sans doute jamais trouvé face à ce voyou, chef des vigiles de l'Association des Planteurs. Étais-je donc tombé si bas ?

— Je suis sûr que vous allez faire du bon travail ensemble, me dit Nicolson avant de quitter le restaurant.

On mettait à ma disposition cet individu, ce criminel qui pourrait s'occuper de ma cible en toute illégalité. Qui, dans la police de Betawi, ne connaissait Suurhof, l'homme de main qu'on payait pour terroriser les petits fonctionnaires locaux et les villageois sans pouvoir, qui vendait de faux témoignages en veux-tu en voilà pour protéger les intérêts des entrepreneurs européens, le récidiviste qui passait son temps à entrer et à sortir de prison ? Et je devais coopérer avec lui ! Quelle déchéance ! Étais-je obligé de tout accepter ? Bien entendu, cette association avait la bénédiction des autorités célestes qui régnaient au-dessus de moi. Mais pourquoi moi, précisément ? C'était une insulte au caractère intellectuel de mon travail.

— Me direz-vous dans quel dessein on m'a convoqué ? demanda Suurhof d'un ton hautain.

— Je ne sais pas de quoi vous avez parlé, le Commandant et toi.

— Nous n'avons parlé de rien du tout, Monsieur Pange-manann. Je suis seulement venu recevoir vos instructions, dit-il, dardant sur moi un regard acéré pour tenter d'affirmer son autorité sur le métier que j'étais, moi aussi.

Mon sang ne fit qu'un tour. Comment un bandit de son espèce pouvait-il s'adresser avec une telle arrogance à un fonctionnaire et le presser de l'informer de sa tâche ? *Le priyayi* en moi en était ulcéré.

Dans le restaurant, le service battait son plein. J'étais vêtu en civil, costume blanc et couvre-chef en bambou tressé. Suurhof arborait l'uniforme kaki tirant sur le vert des ouvriers

des plantations, avec un chapeau de même couleur. Nous ne nous étions découverts ni l'un ni l'autre.

Le bruit du verre de soda dont il tapotait la table avec insistance comme pour me forcer à parler me portait sur les nerfs.

— Vous n'êtes pas prêt, on dirait.

— Prêt à quoi ? Je ne comprends pas.

— On m'a donc fait venir pour rien ?

— À quel genre de travail t'attends-tu ? demandai-je.

Il eut un rire acerbe. Peut-être quelqu'un me vit-il alors m'empourprer de fureur. À sa mâchoire, une dent déchaussée, d'une blancheur parfaite, brillait de l'éclat d'une perle dans son visage buriné par le soleil. Il reprit instantanément son sérieux et hocha la tête par deux fois.

Apparemment, il cultivait ces brusques changements d'humeur dans l'intention de surprendre et de déstabiliser ses interlocuteurs.

— Très bien, puisque Monsieur ne veut pas encore parler...

Il se leva, inclina légèrement son chapeau et s'apprêta à partir. Il resta longtemps debout sur le seuil de l'établissement et tira d'un geste vif le devant de sa chemise hors de sa ceinture pour se rafraîchir. Puis, comme s'il venait de se rappeler quelque chose, il revint vers moi.

— Vous n'avez toujours pas changé d'avis, Monsieur ? murmura-t-il, penché au-dessus de moi et me plantant son regard dans les yeux.

Il avait une façon insultante de m'adresser la parole, comme si c'était moi, le criminel et lui, le policier. Je secouai la tête.

— Je pense que nous pouvons travailler ensemble, Monsieur Pangemanann, reprit-il, plus calme, en se rasant. Je me rendrai à l'adresse que vous me donnerez, et tout se passera comme sur des roulettes. Comme sur les rails de l'express Betawi-Surabaya. Vous êtes d'accord, n'est-ce pas ?

— Je ne sais pas à quoi tu fais allusion, dis-je, et je me levai pour partir.

— Ne soyez pas aussi pressé, Monsieur. Nous avons tout le temps, non ?

— Non, désolé, j'ai encore du travail. Au revoir, dis-je, me dirigeant vers la sortie pour régler ma consommation.

Il fit de même, puis me suivit hors du restaurant, plus attaché à mes pas qu'un chien fidèle. Le voir adopter cette attitude humiliante me réconforta un peu.

Marcher en civil dans la rue comme un promeneur ordinaire eût été un sentiment plaisant si seulement Suurhof n'avait pas été là, dans mon dos, comme une méchante tache sur mon vêtement qui aurait attiré l'attention sur moi.

Arrivé au pont qui enjambait le Ciliwung, je feignis de regarder par-dessus mon épaule pour le plaisir de voir à quel point il avait besoin de moi. Il sourit pour signaler qu'il était toujours là. Je m'arrêtai, m'accoudai à la rambarde et regardai couler la rivière.

Il me rejoignit aussitôt et, debout à côté de moi, fit de même.

— Vous n'avez toujours rien dit, commença-t-il d'un ton aimable. Mais c'est sûr, nous pouvons travailler ensemble, Monsieur, je le jure sur ma tête !

— Inutile, coupai-je sèchement.

— Excusez-moi, mais vous ne devriez pas dire ça, Monsieur.

— Je n'ai aucune raison de travailler avec toi.

— Très bien, j'attendrai vos instructions, commissaire.

— Tu me connais ?

— Bien sûr, Monsieur. Qui ne connaît pas Monsieur le Commissaire Pangemanann ? On dit que vous êtes à vous seul la police de Betawi.